

# Elections législatives : espoir et vigilance

La fracture de la mouvance démocratique, issue publiquement de l'approche de la question islamiste et, subséquemment, du rapport au pouvoir va lentement mais sûrement vers l'apaisement. L'évolution de la scène nationale et internationale a atténué les dissensions neutralisantes entre les formations du camp démocratique.

En effet, la première partie de la discorde — la question islamiste — devrait poser moins de problèmes pour essentiellement deux raisons.

La mouvance radicale islamiste composée principalement de l'ex-FIS et de l'ex-AIS, son bras armé, a rejoint, dans sa majorité, le processus engagé par le pouvoir dans le cadre de « la charte pour la paix et la réconciliation nationale ». Ce dispositif qui s'est fait aux dépens des normes politiques et juridiques plus à même d'aller vers le pardon par la vérité et la justice a, en réalité, abouti au ralliement au pouvoir d'une partie du personnel politique de l'islamisme radical. L'option ainsi adoptée renforce la coalition islamo-conservatrice qui a déjà 10 ans d'exercice en commun des affaires gouvernementales. L'accentuation de l'emprise de la conservation au détriment du mouvement est une raison supplémentaire qui milite pour la fin de la division politique du camp démocratique, d'autant que le socle idéologique est globalement partagé.

Le deuxième élément de la dissension — le rapport au pouvoir — a trouvé une partie de la réponse dans l'acceptation du jeu institutionnel à un moment où à un autre du processus de légitimation engagé depuis 1995 par la première élection présidentielle pluraliste.

Les boycotts qui ont égrené les divers parcours des partis démocratiques ont été des postures politico-électorales et non des bases principielles qui auraient exigé des récurrences structurelles, c'est-à-dire le rejet permanent de toute élection. L'objet de ce positionnement est d'amener le pouvoir à s'amender et à prendre en compte une demande sociale urgente, ensemble de revendications généralement inaudibles pour le système. Le pouvoir a-t-il accepté les termes de cette défiance ? Globalement, le régime a continué son petit bonhomme de chemin en faisant fi des demandes populaires, allant même dans un sens plus restrictif des libertés publiques. Constat encore plus net en la matière depuis l'arrivée de Bouteflika au sommet de l'Etat. Le système fonctionne en circuit fermé et se reproduit en recourant à la fraude électorale et à la corruption, seule « démocratisation » vraiment réussie. A l'inverse, ce processus chaotique a permis une relative stabilité institutionnelle qu'il s'agit non pas de refuser, mais de transformer. La transition démocratique est à venir. Le grand soir demeurera notre utopie mobilisatrice, horizon à ne jamais perdre de vue pour ne pas renoncer à nos fondements et à cette espérance qui nous a portés malgré les difficultés du combat et les épreuves subies. La ligne réformiste ainsi dégagée tire son origine d'une expérience pratique faite d'affrontement et de composition et d'une sociologie politico-électorale éprouvée.

## La force du camp conservateur

Trois pôles politico-idéologiques se sont ouvertement formés depuis l'apparition du multipartisme en février 1989 :

- l'islamo-intégriste ;
- le nationalo-conservateur ;
- le démocratico-républicain.

Entre les deux premiers pôles, il existe maintes

connivences idéologiques malgré des frictions politiques. L'intégration du MSP au gouvernement n'a pas fait renoncer celui-ci à son idéal d'Etat islamiste si l'on se réfère aux toutes dernières déclarations du leader de cette formation, le ministre d'Etat Aboujerrâ Soltani. L'exercice du pouvoir par le MSP n'a pas encore produit l'équivalent turc en la matière, c'est-à-dire la transformation d'un parti islamiste pur et dur en un parti gouvernemental qui s'accommode des normes sécularisées. La longue marche turque pour la construction d'une démocratie musulmane, similaire à la démocratie chrétienne d'Europe, est dans sa vitesse de croisière. Ce phénomène n'est pas encore abordé au MSP malgré un pragmatisme à toute épreuve. C'est dire combien, rien que par cet aspect, la question islamiste demeure ambiguë.

Dans le deuxième pôle, le retour en grâce du FLN aux dépens du RND, notamment depuis l'accession de Bouteflika à la magistrature suprême, est significatif de l'infléchissement du pouvoir vers plus de conservatisme. En tout cas, la tentative de rénovation contrôlée du pouvoir en privilégiant un RND censé être plus moderniste a tourné court. Ces dernières années, l'hégémonie du FLN s'est exercée sur l'ensemble des instances délibératives : APC, APW, APN et Conseil de la nation. Le FLN est consacré comme la colonne vertébrale de l'établissement institutionnel. Du moins dans les apparences. Au sein de cette formation, il n'y a pas de monolithisme comme l'a montré la dernière élection présidentielle et les difficultés qu'éprouve encore son secrétaire général à gérer harmonieusement et efficacement les mouhafadhas. En votant contre leurs propres candidats lors des dernières élections pour le renouvellement partiel du Conseil de la nation, les grands électeurs de ce parti ont lancé un signal sévère à leur hiérarchie. Il faut espérer que les individualités et les forces réformatrices de ce parti gouvernemental puissent émerger et fixer le cap dans le sens de plus de modernité. Quelles que soient les conjectures sur lesquelles on peut spéculer à propos du camp conservateur, on constate que les deux pôles constitutifs de celui-ci ont les moyens de leur politique. Il leur arrive même de se payer le luxe de l'union. C'est, hélas, la principale faille du pôle démocratique.

## Pour une éthique de responsabilité

Le RCD a réitéré en toute humilité sa disponibilité et son offre politiques pour pallier cette faiblesse en commençant, dès l'échéance législative prochaine, à œuvrer à ce nécessaire rassemblement. L'intégration d'une partie des militants des aroud et du PT et l'ouverture vers des personnalités politiques et de la société civile sont une preuve de lucidité de cette formation. Du reste, cette formation n'a pas cessé d'appeler au regroupement des démocrates depuis déjà longtemps. Il est clair que, face aux deux mastodontes, il faut opposer une politique de raison et d'intelligence.

Le boycott annoncé des législatives par le FFS, qui ne nous appartient pas de commenter ici, libère une partie de l'espace de gauche. Il s'ouvre peut-être un moment de recomposition historique qui va dans le sens du rapprochement, non pas entre états-majors politiques mais entre bases électorales. La réalisation pratique de ce vœu atteindra sa pleine efficacité si l'on arrive à faire cesser la fraude électorale, véritable chancre de la vie politique nationale. Comment combattre cet épouvantail qui crée le désenchantement et la

Par Tarik Mira (\*)

démision ? La désertion des institutions, notamment de l'APN lors de cette dernière législature, n'a pas arrêté le pouvoir dans son cynisme en se dotant d'une Assemblée à députés illégitimes, ni de s'acheter une virginité diplomatique au niveau international.

## Reste la participation

Une partie de l'électorat la souhaite réellement. Elle est également encouragée par des ONG et bien des amis démocrates de par le monde afin, disent-ils, de rendre lisible et palpable l'image et le poids du camp démocratique dans la société algérienne. Beaucoup de gens dans ce conglomérat diversifié considèrent que, sous les coups de boutoir de l'opposition, le système s'obligera à des réformes et à des ouvertures qui créeront des fondations matérielles et idéologiques autrement plus solides pour bâtir la démocratie. Cette thèse que nous privilégions, à l'instant présent, se vérifiera à l'épreuve du terrain et du temps.

Ceux qui critiquent cette option parmi les commentateurs, analystes et éditorialistes avancent des arguments à la fois solides et légitimes. Il est vrai qu'ils se dispensent d'énoncer l'alternative à la participation, qui, elle, est réservée aux partis politiques. C'est certainement plus facile, mais, là au moins, les rôles sont respectés.

Cependant, stigmatiser d'une manière permanente des actions et options du camp démocratique — hier, contre Sadi aux présidentielles ; aujourd'hui, contre le RCD aux législatives — voilà qui n'est pas cohérent. Cette position est d'autant plus inique qu'elle est rationnellement inexplicable.

Il se trouve qu'une partie de ces analystes a pris fait et cause, en avril 2004, en faveur de l'un des candidats du système, Ali Benflis, au nom du vote utile. Tout se passe comme si dans l'inconscience de cette opinion engagée, l'opposition démocratique n'est pas apte à aller au pouvoir. Elle doit être cantonnée éternellement dans le ministère de la parole et la magistrature de la morale. Les démocrates sont assimilés aux gregari, ces porteurs d'eau qui doivent pédaler tout le temps pour amener leur leader aux sommets... des montagnes et du classement. L'électorat démocratico-républicain exige car il croit aux valeurs et idéaux tout aussi élevés. Il préfère souvent l'abstention que de voir son suffrage détourné. Est-ce que la résignation est la meilleure conseillère en ce domaine ? Aller en nombre au vote et défendre pacifiquement son bulletin — sens civique élevé s'il en est — est une autre manière de créer les conditions de l'avènement de l'alternative démocratique. En ex-Yougoslavie, le pouvoir nationalo-autoritaire de Milosevic est tombé grâce à la combinaison simultanée de la participation électorale et de la contestation citoyenne qui s'en est suivie. Au même moment à Alger, en Octobre 1998, la protesta avait échoué faute d'un soutien populaire plus massif.

La démocratie et la citoyenneté sont intimement liées. Il faut tout le temps avoir à l'esprit cette dialectique pour sortir du rôle de protestataire éternel, apanage de partis groupusculaires. C'est à l'avenir l'un des défis qui se pose à l'ensemble du camp démocratique : partis, organisations sociales et personnalités politiques. Il commencera dès demain.

T. M.

(\*) secrétaire national  
aux Relations internationales du RCD

## CE MONDE QUI BOUGE

# Guerre nucléaire limitée sur l'Iran !

Par Hassane Zerrouky



A lire les déclarations de ses dirigeants, le régime iranien donne l'impression d'avoir intégré la possibilité d'une attaque militaire américaine. En effet, les Iraniens ont quelque raison de s'inquiéter. Les informations en provenance de Washington font craindre une attaque à l'aide de mini-bombes nucléaires, dénommées « mini-nukes », contre les installations industrielles et nucléaires iraniennes. La B61-11, nom de cette bombinette, est une arme nucléaire tactique pesant 315 kg, d'une puissance de 300 kilotonnes, moins puissante, affirme-t-on, que celle larguée en 1945 sur Hiroshima. Elle est destinée à détruire des infrastructures souterraines, situées à six mètres de profondeur. Imaginée par les nucléocrates du Pentagone, la « mini-nuke » fait désormais partie de la nouvelle génération d'armes nucléaires tactiques américaines à la puissance limitée.

Certes, pour l'heure, le président George Bush privilégie la diplomatie pour contraindre l'Iran à renoncer à son programme d'enrichissement d'uranium. Mais, il a à maintes reprises répété que « toutes les options sont sur la table ». Parvenus à la conclusion que les sanctions onusiennes ne feront pas plier l'Iran, les faucons de la Maison Blanche estiment que seule une guerre éclair arrêtera le programme nucléaire iranien. Tirant les leçons de la guerre d'Irak, l'administration Bush a écarté l'idée d'une guerre classique trop coûteuse humainement pour ses soldats parce qu'elle serait jugée inacceptable par une opinion américaine de plus en plus hostile aux plans guerriers du locataire de la Maison Blanche. Pour ce faire, les faucons américains ont mis au point un plan, connu sous le code de « Tirrannt » (Theatre Iran Near Term), plan comportant une série de frappes nucléaires contre une centaine ou plus de sites en territoire iranien. Toutefois, conscient qu'il lui faudrait trouver un prétexte convaincant pour justifier cette guerre, Washington n'écarte pas l'idée d'une « provocation iranienne » pour actionner sa machine de guerre. Et dans cet ordre d'idées, l'audition de Zbigniew Brzezinski, l'ancien conseiller à la Sécurité nationale du président Carter, est on ne peut plus édifiante. Le 1er février, intervenant devant la Commission des affaires étrangères du Sénat, il a averti qu'il n'excluait pas « un acte terroriste sur le sol américain dont l'Iran serait rendu responsable ». Ajoutant : « Ceci pourrait culminer avec une action défensive contre l'Iran qui prolongerait une Amérique isolée dans un borborygme englobant l'Iran, l'Irak, l'Afghanistan et le Pakistan. » Faisant fi de cet avertissement, Washington a déjà mis en route la machine de guerre informationnelle afin de mettre sous pression l'opinion publique. Des tribunes signées par des personnalités et intellectuels généralement proches des thèses israéliennes sont publiées dans la presse anglo-saxonne et française.

En France, six salles de cinéma diffusent un spot publicitaire intitulé « Soyons ferme avec l'Iran ». Cette campagne de désinformation exploite habilement les déclarations du président Ahmadinejad appelant à « rayer Israël de la carte », et ce, sans tenir compte du fait que ce dernier est de plus en plus contesté en Iran même. Pire : le 7 février, intervenant devant le Congrès, le nouveau chef du Pentagone, Robert Gates, a indiqué que son pays devrait se préparer à une confrontation militaire avec la Russie ! Cette soudaine agressivité américaine vient en droite ligne de cette thèse en vogue dans les milieux néoconservateurs américains de « situation de chaos contrôlée », et selon laquelle on peut mener une guerre localisée comportant des dommages collatéraux raisonnables sans risque d'un conflit nucléaire majeur. Reste que cette stratégie est en train d'attiser les tensions internationales. Vladimir Poutine, qui a révélé que son pays mettait au point des armes de « nouvelle génération », a déclaré qu'il ne laisserait pas Washington décider seul de la guerre et de la paix !

H. Z.

## FRANCE

# Le patron de Total, 4<sup>e</sup> groupe pétrolier mondial, est mis en examen

Corruption d'agents publics étrangers et abus de biens sociaux, c'est ce dont est présumé coupable Christophe de Margerie, directeur général de Total, et qui a conduit à sa mise en examen jeudi

par le juge Philippe Courroye, dans le cadre de l'enquête sur les dessous du contrat gazier avec l'Iran. Sur dénonciation de la justice suisse, une information judiciaire avait été ouverte en décembre

dernier. La justice suisse avait découvert qu'entre 1997 et 2003, 38 millions de dollars ont été versés par une entité liée à Total sur des comptes bancaires suisses de sociétés de consultants écrans, derrière lesquelles se trouverait l'un des fils de l'ancien président iranien Hachemi Rafsanjani.

Ces versements auraient été effectués en marge du contrat d'exploitation de gaz sur le site iranien de South Pars, signé en 1997 et dont l'investissement de Total a été de 2 milliards. La gestion de ce gisement, inauguré en 2003, est partagée entre Total, la société russe Gazprom et la malaisienne Pétronas. A l'époque des faits, Christophe de Margerie était directeur de Total Moyen-Orient, ce qui explique sa mise en examen, le

De notre bureau de Paris,  
Khadija Baba-Ahmed

patron de Total n'ayant pu, en outre, apporter aucune justification de ces sommes étant censées rémunérer des prestations de conseil. Christophe de Margerie a déjà été mis en examen l'année dernière dans une affaire identique portant sur une affaire avec l'Irak, du temps de Saddam Hussein. Cette affaire, liée au dossier « pétrole contre nourriture », concerne plusieurs versements douteux effectués par Total entre 1996 et 2002. Les dirigeants du Total sont, dans ce dossier, soupçonnés d'avoir perçu des dessous de table sur des barils de brut en Irak, en dépit de l'embargo de l'ONU sur l'Irak.

K. B.-A.

## DECES

Les familles Gherabli, Habba, Amrani, Medjber, Amroune, Omar Amrani, Bentayeb, Menauer et Boussebt, ont l'immense douleur de faire part du décès de leur très chère mère, sœur, grand-mère, tante et cousine

### Laoubi Z'hor épouse Gherabli

survenu le 22 mars 2007 à l'âge de 76 ans. La défunte a été inhumée hier au cimetière d'El Madania. La veillée du 3e jour aura lieu ce dimanche 25 mars, à son domicile au 24, chemin des Sablières - El Madania - Alger.

Que Dieu le Tout-Puissant accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.